

<https://www.elcorreo.eu.org/Michael-Hudson-DE-LA-NEGOCIATION-A-LA-DETONATION>

# Michael Hudson : DE LA NEGOCIATION A LA DETONATION

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : lundi 2 mars 2026

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Vendredi dernier, le ministre omanais des Affaires étrangères, Badr Albusaidi, médiateur dans les négociations nucléaires américano-iraniennes, a démenti la prétention trompeuse du président Trump de menacer par une guerre l'Iran, alors que ce pays avait refusé d'abandonner ce qu'il qualifiait de tentative de fabrication de la bombe atomique. Le ministre omanais a expliqué sur CBS, dans l'émission « *Face the Nation* », que l'équipe iranienne avait accepté de ne pas stocker d'uranium enrichi et avait proposé une vérification complète et approfondie par l'AIEA. Cette nouvelle concession représentait une avancée sans précédent. « Je pense que si nous pouvons tirer parti de cette situation et la consolider, un accord est à notre portée pour garantir que l'Iran ne possède plus jamais de matières nucléaires nécessaires à la fabrication d'une bombe. Je considère cela comme une grande réussite. »

Constatant que cette évolution « a été largement ignorée par les médias », il a souligné que l'appel à un « stockage zéro » allait bien au-delà de ce qui avait été négocié sous l'administration du président Obama, car « si vous ne pouvez pas stocker de matières enrichies, alors il n'y a aucun moyen de fabriquer une bombe ».

L'ayatollah Ali Khamenei – qui avait déjà émis une [fatwa](#) contre toute action de ce genre et avait réitéré cette position année après année – a appelé les dirigeants chiites et le chef militaire iranien à discuter de la ratification de l'accord de cession du contrôle de son uranium enrichi afin d'éviter la guerre.

Mais une telle capitulation était précisément ce que ni les États-Unis ni Israël ne pouvaient accepter. Un règlement pacifique aurait empêché la mise en œuvre du plan à long terme des États-Unis visant à renforcer et à militariser leur contrôle sur le pétrole du Moyen-Orient, son transport et l'investissement des recettes d'exportation, et à utiliser Israël et Al-Qaïda/Daech comme armées alliées pour empêcher les pays producteurs de pétrole indépendants d'agir dans leur propre intérêt souverain.

Apparemment, les services de renseignement israéliens ont alerté l'armée américaine, suggérant que la réunion au complexe de l'ayatollah offrait une occasion idéale d'éliminer des décideurs clés. Cette décision faisait suite à la recommandation d'un manuel militaire américain selon laquelle l'élimination d'un dirigeant politique jugé antidémocratique libérerait les aspirations populaires à un changement de régime. C'était l'espoir qui misait sur le bombardement de la résidence de campagne du président Poutine le mois dernier, et cela coïncidait avec la récente tentative américaine de déploiement du satellite *Starlink* pour mobiliser l'opposition populaire en faveur d'une révolution en Iran.

L'attaque conjointe américano-israélienne démontre clairement que l'Iran n'aurait rien concédé qui puisse dissuader les États-Unis de poursuivre leur stratégie de longue date visant à contrôler le pétrole du Moyen-Orient et à utiliser Israël et les armées alliées de l'EI/Al-Qaïda pour empêcher l'émergence de nations souveraines dans la région et la prise de contrôle de leurs réserves pétrolières. Ce contrôle demeure un élément central de la politique étrangère américaine. Il est la clé de la capacité des États-Unis à nuire à d'autres économies en les privant d'accès à l'énergie si elles ne se conforment pas à leur politique. Cette volonté de bloquer l'accès mondial aux sources d'énergie non contrôlées par les États-Unis explique leurs attaques contre le Venezuela, la Syrie, l'Irak, la Libye et la Russie.

L'attaque contre les négociateurs (la deuxième fois que les États-Unis commettent de tels actes contre l'Iran) est une perfidie qui restera dans l'histoire. Son but était d'empêcher l'Iran de s'engager sur la voie de la paix avant que ses dirigeants ne puissent réfuter l'affirmation mensongère de Trump selon laquelle l'Iran aurait refusé de renoncer à son ambition de se doter de l'arme atomique.

« Il serait intéressant de savoir combien de proches de Trump ont parié gros sur une flambée des prix du pétrole à l'ouverture des marchés lundi matin ».

La semaine dernière, les marchés ont largement sous-estimé le risque de fermeture du *terminal pétrolier d'Oil Bay*.

Les compagnies pétrolières américaines en tireront d'énormes profits. La Chine et les autres pays importateurs de pétrole seront pénalisés. Les spéculateurs financiers américains, dont la production pétrolière est nationale, en bénéficieront également. Ce facteur a peut-être même influencé la décision étasunienne de couper l'accès mondial au pétrole du Moyen-Orient pour une période qui s'annonce longue.

En réalité, les perturbations commerciales et financières seront si mondiales que je pense que l'attaque contre l'Iran, le samedi 28 février, peut être considérée comme le véritable déclencheur de la Troisième Guerre mondiale. Pour la majeure partie du monde, la crise financière imminente (sans parler de l'indignation morale) marquera la prochaine décennie de restructuration politique et économique internationale.

Les pays européens, asiatiques et du Sud ne pourront s'approvisionner en pétrole qu'à des prix qui rendront de nombreuses industries non rentables et de nombreux budgets de ménages intenable. La hausse des prix du pétrole empêchera également les pays du Sud de rembourser leurs dettes en dollars, qui diminuent déjà sous l'effet des pressions exercées par les détenteurs d'obligations, les banques et le FMI occidentaux.

Les pays ne pourront éviter d'avoir à imposer des mesures d'austérité intérieure, la dépréciation de leur monnaie et l'inflation qu'en reconnaissant que l'attaque américaine (soutenue par la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite, avec l'acquiescement ambigu de la Turquie) a mis fin à l'ordre unipolaire américain et, par conséquent, au système financier international dollarisé. Faute de cette reconnaissance, cet acquiescement se poursuivra jusqu'à devenir intenable.

Si cette bataille marque véritablement le début de la Troisième Guerre mondiale, elle est à bien des égards la bataille finale qui déterminera le véritable sens de la Seconde Guerre mondiale. Le droit international s'effondrera-t-il face au refus d'un nombre suffisant de pays de protéger les normes du droit civilisé qui sous-tendent les principes de la souveraineté nationale, à l'abri de toute ingérence et coercition étrangères, depuis le [Traité de Westphalie de 1648](#) jusqu'à la Charte des Nations Unies ? Et quant aux guerres qui seront inévitablement menées, épargneront-elles les civils et les non-belligérants, ou seront-elles semblables à l'attaque menée par l'Ukraine contre sa population russophone dans les provinces orientales, au génocide perpétré par Israël contre les Palestiniens, au nettoyage ethnique wahhabite des populations arabes non sunnites, ou encore aux attaques subies par les populations iraniennes, cubaines et autres sous l'égide des États-Unis ?

L'ONU peut-elle être sauvée sans se libérer, elle et ses États membres, de l'emprise américaine ? Un premier test décisif pour déterminer l'avenir des alliances sera de voir quels pays se joindront à l'initiative juridique visant à déclarer Donald Trump et son gouvernement criminels de guerre. Compte tenu des attaques personnelles du gouvernement US contre les juges de la CPI ayant reconnu Netanyahu coupable, il est nécessaire d'aller au-delà de l'actuelle juridiction pénale internationale.

Il est nécessaire de procéder à un procès d'envergure comparable à celui de Nuremberg contre la politique militaire occidentale, qui vise à plonger le monde entier dans le chaos politique et économique s'il ne se soumet pas à l'ordre unipolaire étasunien. Si les autres pays ne proposent pas d'alternative à l'offensive américano-européenne-japonaise-wahhabite, ils subiront ce que le secrétaire d'État américain Rubio a qualifié (dans son récent discours à Munich) de résurgence de l'histoire occidentale de conquête, au mépris des principes fondamentaux du droit international et de l'équité.

Une solution possible consiste à restructurer les Nations Unies afin de mettre fin à la capacité des États-Unis de bloquer les résolutions adoptées à la majorité. Étant donné que le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que l'ONU pourrait être en faillite d'ici août et contrainte de fermer son siège à New York, le moment est opportun pour la relocaliser hors des États-Unis. Les États-Unis ont interdit l'entrée sur leur territoire à Francesca Albanese suite à son rapport détaillant le génocide israélien à Gaza. Il ne peut y avoir d'état de droit tant que les

États-Unis et leurs alliés européens contrôlent l'ONU et ses agences.

Michael Hudson\* pour son [blog personnel](#)

[Michael Hudson](#). États-Unis, le 3 mars 2026.

\***Michael Hudson** a travaillé comme économiste à *Wall Street*. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *The Economic Strategy of American Empire* » (Ediciones 1968, 2003, 2021), « *and forgive them their debts* » (2018), « *J is for Junk Economics* » (2017), « *Killing the Host* » (2015), « *The Bubble and Beyond* » (2012), « *Trade, Development and Foreign Debt* » (1992 & 2009) y de « *The Myth of Aid* » (1971). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi.

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 2 mars 2026.